

tions chancelantes en ce domaine, ainsi que du programme canadien d'aide extérieure. A l'heure actuelle, nous étudions seulement un moyen proposé par le gouvernement, c'est-à-dire la création d'un centre canadien de recherches pour le développement international.

L'opposition officielle se réjouit de ce bill. Nous espérons pouvoir en discuter d'une manière à la fois constructive et critique. Nous comptons proposer une série d'amendements qui, nous l'espérons, seront jugés sensés et dignes d'être adoptés.

On estimait naguère, à propos du développement des pays émergents, que l'expansion économique n'était qu'une question de temps et se produirait inévitablement. La dure réalité, c'est que depuis la fin de la seconde guerre mondiale, aucun pays nouveau n'a accédé au rang des pays riches et avancés du monde et ceci malgré un grand déploiement d'efforts, des apports massifs de capitaux et, je dirai, beaucoup de bonne volonté. Trois questions cruciales se posent au sujet du centre de recherches projeté. Elles ont été formulées pour nous lors d'une réunion du sous-comité du comité des affaires extérieures et de la défense nationale, le comité du développement international, par le professeur Irving Brecher, de l'université McGill. Les voici:

1. Existe-t-il un besoin fondamental pour cet organisme?

2. Le Canada est-il apte à réaliser les projets envisagés pour le Centre?

3. Quels résultats les Canadiens peuvent-ils en espérer?

Pour répondre d'abord à la dernière question en termes généraux, je dirais que les Canadiens ne sauraient s'attendre à des résultats rapides. A mon avis, c'est naturellement l'un des problèmes de notre époque, l'ère du café soluble, des réponses toutes faites et des résultats immédiats. Je soupçonne que ce ne sera pas au cours des cinq prochaines années ou même de la prochaine décennie que les résultats des programmes de recherche entrepris en collaboration avec le reste du monde par l'entremise de ce centre de recherches se feront sentir dans les pays défavorisés. Nous n'avons pas à nous faire rappeler le véritable dédale d'organismes déjà consacrés aux problèmes d'expansion dans le monde entier. Il existe une tour de Babel dans le domaine du développement international. Je ne crois pas que nous devions nous en inquiéter aussi longtemps qu'il s'y trouvera des sentiers battus.

• (3.40 p.m.)

Il me semble que nous avons beaucoup appris ces dernières années en matière d'aide au développement. Nous avons appris que nous ne pouvons pas imposer à d'autres,

comme nous avons l'habitude de croire que nous le pouvions, notre culture, notre morale et nos institutions en retour de notre aide. En fait, c'était là la rationalisation de l'aide au cours des années qui ont précédé l'introduction de ce grand programme qu'est le plan de Colombo. Nous avons appris que des façons de procéder qui peuvent être parfaitement acceptables au Canada ne sont pas nécessairement judicieuses ou valables dans d'autres pays qui sont à des stades différents de développement et qui ont une histoire et une culture différentes. Nous avons également appris—et c'est la sagesse même—qu'il nous faut en savoir bien davantage et qu'il est nécessaire de faire des recherches approfondies dans ce domaine. Ainsi que l'a dit le ministre, nous n'avons aucune notion réelle des exigences de l'aide extérieure.

Nous avons appris encore que bon nombre d'organismes, y compris ceux qui sont associés aux Nations Unies elles-mêmes, sont entravés par leur propre procédure. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures nous l'a rappelé lorsqu'il a pris la parole durant la 24<sup>e</sup> assemblée générale des Nations Unies.

Soit dit en passant, le vocabulaire de l'aide à l'étranger a évolué au cours des années. Nous sommes arrivés, me semble-t-il, à une expression passablement plus teintée d'espérance et plus claire que la plupart des autres: «aide à l'étranger».

Depuis 20 ans qu'est en vigueur le programme d'aide à l'étranger, les motifs dont il s'inspire ont évolué considérablement. Grâce au centre de recherches et aux études commandées au cours des deux dernières années par les nombreux organismes qui travaillent dans ce domaine dans le monde, nous pouvons certes espérer être mieux en mesure d'accorder de l'aide et de comprendre les résultats à escompter de cette aide.

A mesure que nous abandonnons les certitudes anciennes—pratique qui a cours un peu partout de nos jours, pour le plus grand bien de l'humanité, je pense—nous constatons qu'il ne s'agit pas de répandre telle ou telle philosophie politique, qu'il ne s'agit pas d'escompter, un peu égoïstement, un avantage économique à long terme en retour de l'aide que nous avons fournie, et qu'il ne s'agit pas non plus de compter que ces résultats se feront sentir à bref délai, c'est-à-dire dans cinq ou dix ans. Ce que nous constatons, en réalité, c'est que les objectifs sont beaucoup plus précis maintenant parce que la prémisse sur laquelle on les a fondés a été simplifiée. A mon avis, nous en arrivons à reconnaître que l'aide extérieure n'a qu'un objectif fondamental: le développement des nations pauvres du globe.